

Unité Départementale Meurthe et Moselle / Meuse

Bar-le-Duc, le 28 juin 2024

Division de Bar-le-Duc
14 rue Antoine Durenne
Parc Bradfer _ CS 70542
55 013 Bar-le-Duc Cedex

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18 juin 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

WELLMAN FRANCE RECYCLAGE

ZI de Regret
BP 70180
55100 Verdun

Références : EK/307-2024
Code AIOT : 0006200935

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18 juin 2024 dans l'établissement **WELLMAN FRANCE RECYCLAGE** implanté ZI de Regret 55100 Verdun. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- **WELLMAN FRANCE RECYCLAGE**
- **ZI de Regret 55100 Verdun**
- **Code AIOT : 0006200935**
- **Régime : Autorisation**
- **Statut Seveso : Non Seveso**
- **IED : Non**

L'entreprise **Wellman France Recyclage** exploite une usine de tri et recyclage de bouteilles plastiques en PET sur le territoire de la commune de Verdun.

Thèmes de l'inspection :

- **AN24 Prévention GPI**

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361 (partiel)	Demande d'action corrective	1 mois
2	Audits des procédures par	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	un organisme accrédité	(partiel)		
3	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364 (partiel)	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Incident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection relève, au moyen du rapport de l'audit réalisé sur le site de Wellman France Recyclage, certaines non-conformités aux exigences du décret n° 2021-461 du 16 avril 2021 relatif à la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels dans l'environnement, justifiant la proposition de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361 (partiel)
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement.</p> <p>Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate l'absence d'équipement particulier prévenant le rejet canalisé des granulés plastiques. Seul un filtre est présent en sortie du bassin d'eau pluviale ; toutefois, la taille de ce filtre n'est visiblement pas adaptée à la taille des granulés plastiques industriels présents sur le site de Wellman France Recyclage. L'inspection constate l'absence visuelle de granulés plastiques industriels dans le bassin de rejet d'eau pluviale le jour de la visite.</p>

<p>L'exploitant précise qu'il envisage l'installation de dispositifs récupérateurs au niveau des regards d'eaux pluviales ainsi que l'achat d'un aspirateur adapté à la récupération des granulés produits sur site.</p> <p>L'exploitant projette également la mise en place de filets sur certains endroits du site afin d'éviter l'envol et la dissémination du plastique.</p> <p>L'exploitant est tenu de mettre en place des équipements adaptés prévenant le rejet canalisé et la dissémination dans l'environnement des granulés plastiques industriels présents sur son site dans le délai de 1 mois à compter de la réception du présent rapport.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Audits des procédures par un organisme accrédité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364 (partiel)
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant.</p> <p>Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de tout autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes.</p> <p>Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le rapport de l'audit effectué par l'entreprise "APAVE Certification" du 17/01/2023 au 18/01/2023.</p> <p>Le rapport précise que les procédures définies par l'exploitant sont globalement en accord avec les exigences du décret 2021-461 du 16 avril 2021. Le rapport précise également que le site n'est pas entièrement conforme aux exigences du décret 2021-461 de par leur activité de recyclage et la réception de leur matière première.</p>

En particulier, le rapport mentionne 3 non-conformités majeures et 5 non-conformités mineures générant des risques de dissémination des matières plastiques dans l'environnement. Des actions correctives à mettre en œuvre sont proposées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Audits des procédures par un organisme accrédité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364 (partiel)
Thème(s) : Actions nationales 2024, Publication de l'audit
Prescription contrôlée : [...] <p>L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.</p>
Constats : <p>L'exploitant précise que le site de Wellman France Recyclage sur la commune de Verdun ne dispose pas encore de son site internet propre. L'exploitant envisage de publier une synthèse du rapport d'audit sur le site internet du groupe.</p> <p><u>L'exploitant est tenu de publier une synthèse du rapport de l'audit mentionné au point précédent dans le délai de 15 jours à compter de la date de réception du présent rapport.</u></p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Incident
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>

Constats :

Par courriel en date du 26 avril 2024, la société Wellman France Recyclage informe l'inspection des installations classées de la présence de particules plastiques en surface des clarificateurs de la station d'épuration industrielle collective de la société LACTOSERUM FRANCE dans laquelle elle rejette ses eaux résiduaires.

L'origine de la pollution est connue. L'exploitant précise que lors du nettoyage de ses installations, un trop grand volume d'eau a été dirigé dans le système d'épuration du site, ce qui a provoqué une saturation de celui-ci et un rejet non maîtrisé.

Des mesures sont mises en place immédiatement par l'exploitant, en lien avec la société LACTOSERUM FRANCE : filtration manuelle des particules dans le bassin, changement du filtre colmaté, installation d'un filtre en sortie de clarificateur pour sécuriser le rejet au milieu naturel, nettoyage des filtres dès que nécessaire et *a minima* deux fois par jour.

Aucune pollution n'est constatée au niveau du point de rejet de la station d'épuration. Sur la base des analyses transmises par la société LACTOSERUM FRANCE, l'inspection ne constate aucun dépassement des valeurs limites fixées pour les Matières En Suspension (MES).

L'exploitant est tenu de transmettre un rapport d'incident analysant les causes profondes de l'événement et proposant des mesures permettant de maîtriser le risque afin qu'un événement similaire ne se reproduise pas. Ce rapport d'incident doit être transmis dans un délai de 15 jours à compter de la réception du présent rapport.

Type de suites proposées : Sans suite